



**MINISTÈRE  
DES SOLIDARITÉS,  
DE L'AUTONOMIE  
ET DE L'ÉGALITÉ ENTRE  
LES FEMMES  
ET LES HOMMES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**INSTRUCTION N° DGCS/SD5B/DSS/SD1A/CNSA/2024/143** du 28 octobre 2024 complétant l'instruction n° DGCS/SD5B/DSS/SD1A/CNSA/2024/62 du 22 mai 2024 relative aux orientations de la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes en situation de handicap et des personnes âgées pour l'exercice 2024

Le ministre des solidarités, de l'autonomie et de l'égalité  
entre les femmes et les hommes

La ministre déléguée auprès du ministre des solidarités, de l'autonomie et de l'égalité  
entre les femmes et les hommes, chargée des personnes en situation de handicap

Le directeur de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA)

à

Mesdames et Messieurs les directeurs généraux  
des agences régionales de santé (ARS)

<b>Référence</b>	NOR : SAEA2426140J (numéro interne : 2024/143)
<b>Date de signature</b>	28/10/2024
<b>Emetteurs</b>	Ministère des solidarités, de l'autonomie et de l'égalité entre les femmes et les hommes Direction générale de la cohésion sociale (DGCS) Direction de la sécurité sociale (DSS) Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA)
<b>Objet</b>	Complément à l'instruction n° DGCS/SD5B/DSS/SD1A/ CNSA/2024/62 du 22 mai 2024 relative aux orientations de la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes en situation de handicap et des personnes âgées pour l'exercice 2024.
<b>Action à réaliser</b>	Délégation des crédits aux établissements et services médico-sociaux (ESMS) concernés.
<b>Résultat attendu</b>	Délégation des crédits aux ESMS concernés.
<b>Echéance</b>	Immédiate.
<b>Contacts utiles</b>	Direction générale de la cohésion sociale Sous-direction Affaires financières et modernisation Bureau Gouvernance du secteur social et médico-social (SD5B) Murielle DEMAGNY Tél. : 06 60 73 64 84 Mél. : <a href="mailto:murielle.demagny@social.gouv.fr">murielle.demagny@social.gouv.fr</a>

	<p>Direction de la sécurité sociale  Sous-direction du financement du système de soins  Bureau Établissements de santé et médico-sociaux (1A)  Yasmina OUDJEDOUB  Tél. : 07 62 85 28 36  Mél. : <a href="mailto:yasmina.oudjedoub@sante.gouv.fr">yasmina.oudjedoub@sante.gouv.fr</a></p> <p>Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie  Direction du financement de l'offre  Pôle Prévision, répartition et suivi des financements  Nicolas MOLLARD  Tél. : 06 99 02 95 18  Mél. : <a href="mailto:nicolas.mollard@cnsa.fr">nicolas.mollard@cnsa.fr</a></p>
<b>Nombre de pages et annexe</b>	<p>5 pages + 1 annexe (4 pages)  Annexe - Tableaux modifiés des dotations régionales limitatives (DRL) 2024 et tableaux de suivi des droits de tirage des ARS.</p>
<b>Résumé</b>	<p>La présente instruction a pour objet de compléter l'instruction n° DGCS/SD5B/DSS/SD1A/CNSA/2024/62 du 22 mai 2024 relative aux orientations de la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes en situation de handicap et des personnes âgées pour l'exercice 2024. Elle organise la troisième partie de campagne budgétaire visant à déléguer les crédits complémentaires relatifs à la tarification des services de soins infirmiers à domicile (SSIAD) ainsi que des crédits en soutien aux établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) en difficulté. Elle organise également la poursuite du financement des EHPAD concernés par l'expérimentation de la fusion des sections dès le 1<sup>er</sup> janvier 2025.</p>
<b>Mention Outre-mer</b>	<p>Ces dispositions s'appliquent aux Outre-mer.</p>
<b>Mots-clés</b>	<p>Dotation régionale limitative (DRL) ; établissement et service médico-social (ESMS) ; service de soins infirmiers à domicile (SSIAD) ; objectif global de dépenses (OGD) ; soutien aux ESMS en difficulté ; expérimentation de la fusion des sections.</p>
<b>Classement thématique</b>	<p>Établissements sociaux et médico-sociaux</p>
<b>Textes de référence</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Code de l'action sociale et des familles (CASF), notamment ses articles L. 314-3 et L. 314-3-1 ;</li> <li>- Article 18-II. de la loi n° 2023-1195 du 18 décembre 2023 de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027 ;</li> <li>- Loi n° 2023-1250 du 26 décembre 2023 de financement de la sécurité sociale pour 2024 ;</li> <li>- Arrêté du 16 mai 2024 fixant pour l'année 2024 l'objectif de dépenses et le montant total annuel des dépenses pour les établissements et services relevant de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie mentionnée à l'article L. 314-3 du Code de l'action sociale et des familles et fixant le montant mentionné à l'article L. 314-3-4 du même code ;</li> </ul>

	- Instruction n° DGCS/SD5B/DSS/SD1A/CNSA/2024/62 du 22 mai 2024 relative aux orientations de la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes en situation de handicap et des personnes âgées pour l'exercice 2024 ; - Instruction n° DGCS/SD3A/SD3B/SD4B/SD5B/DSS/SD1A/CNSA/2024/97 du 27 juin 2024 complétant l'instruction n° DGCS/SD5B/DSS/SD1A/CNSA/2024/62 du 22 mai 2024 relative aux orientations de la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes en situation de handicap et des personnes âgées pour l'exercice 2024.
<b>Circulaire / instruction abrogée</b>	Néant
<b>Instruction modifiée</b>	Instruction n° DGCS/SD5B/DSS/SD1A/CNSA/2024/62 du 22 mai 2024 relative aux orientations de la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes en situation de handicap et des personnes âgées pour l'exercice 2024.
<b>Rediffusion locale</b>	Établissements et organismes partenaires.
<b>Validée par le CNP le 21 octobre 2024 - Visa CNP 2024-48</b>	
<b>Document opposable</b>	Oui
<b>Déposée sur le site Légifrance</b>	Non
<b>Publiée au BO</b>	Oui
<b>Date d'application</b>	Immédiate

La présente instruction complète l'instruction n° DGCS/SD5B/DSS/SD1A/CNSA/2024/62 du 22 mai 2024 relative aux orientations de la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes en situation de handicap et des personnes âgées pour l'exercice 2024.

1. Poursuite du financement de la réforme de la tarification des services de soins infirmiers à domicile (SSIAD)

La réforme tarifaire des services de soins infirmiers à domicile (SSIAD) et des services autonomie à domicile (SAD) mixtes prévoit de passer d'une dotation soins « historique » allouée forfaitairement, à une dotation basée sur une équation tarifaire tenant compte du besoin en soins des personnes accompagnées. La mise en œuvre de cette réforme s'accompagne d'un mécanisme de convergence tarifaire. Comme en 2023, dans cette phase transitoire, la convergence ne concerne que les SSIAD en convergence positive. L'enveloppe de convergence s'élève à 37 M€ dont 36 M€ pour le secteur des personnes âgées et 1 M€ pour les SSIAD relevant du champ des personnes handicapées.

Ces enveloppes sont ventilées en fonction du recueil des données d'activité réalisé auprès des SSIAD par l'Agence technique de l'information sur l'hospitalisation (ATIH).

## 2. Financements complémentaires au titre du soutien financier aux établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD)

Dans le cadre de la première instruction budgétaire 2024, une enveloppe de crédits non reconductibles (CNR) à hauteur de 100 M€ avait été fléchée au sein des dotations régionales limitatives (DRL) sur le soutien financier des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD).

Afin de renforcer les moyens de réponse des agences régionales de santé (ARS) aux besoins de soutien des EHPAD, une enveloppe complémentaire de 100 M€ de CNR leur est déléguée. Cette délégation est opérée sans relever le niveau de l'objectif global des dépenses (OGD) 2024. Ces crédits pourront être mobilisés dès lors que la situation des EHPAD ciblés a fait l'objet d'un examen en commission départementale pour examiner toutes les solutions, tous les financements et mobiliser tous les financeurs. Le soutien apporté s'accompagnera toujours d'un engagement de l'EHPAD à s'inscrire dans une démarche structurelle de retour à l'équilibre financier (par exemple, coopérations renforcées notamment sur les achats, actions de réduction de la sinistralité et de qualité de vie au travail [QVT], plan de retour à l'équilibre, modulation tarifaire, etc.). L'utilisation de ces crédits pourra ainsi accompagner également les situations déjà connues des commissions pour le déploiement des plans d'action déjà actés conformément à ces orientations. Ces crédits ne peuvent être délégués sur d'autres mesures.

Des critères complémentaires de suivi seront ajoutés dans l'outil e-cars. Les ARS veilleront à renseigner précisément les données au fil de l'eau, afin de permettre la réalisation de bilans réguliers.

La répartition régionale des crédits a été opérée en fonction du poids de la base reconductible des EHPAD identifiés par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) comme étant en difficulté financière<sup>1</sup>.

## 3. Expérimentation de la fusion des sections

L'expérimentation de la fusion des sections prévue par l'article 79 de la loi n° 2023-1250 du 26 décembre 2023 de financement de la sécurité sociale pour 2024 va débuter le 1<sup>er</sup> janvier 2025. À compter de cette date, les départements participant à l'expérimentation ne verseront plus les forfaits globaux relatifs à la dépendance aux EHPAD de leurs territoires. Ces derniers percevront un forfait global unique, fixé par les ARS et versé par les caisses primaires d'assurance maladie (CPAM), qui remplacera les anciens forfaits globaux de soins et relatif à la dépendance. Les montants de forfait global unique au titre de 2025 seront fixés lors de la première campagne budgétaire pour l'exercice 2025.

Dans l'attente de cette notification, les ARS fixeront un acompte correspondant aux recettes perçues par l'établissement au titre du forfait soins et dépendance 2024. De ce fait, les ARS devront veiller à générer de nouvelles décisions tarifaires pour ces EHPAD avant le 5 janvier 2025, prenant en compte le tarif de reconduction au 1<sup>er</sup> janvier 2025. Cet acompte donnera lieu à une régularisation après la notification des crédits en 2025.

\*  
\*       \*

---

<sup>1</sup> Afin de trouver une clef de répartition homogène, ont été considérés comme étant en difficulté les EHPAD dont la capacité d'autofinancement est négative d'après l'analyse des états réalisés des recettes et des dépenses (ERRD) 2022 et 2023.

Les dotations régionales actualisées sont présentées **en annexe à la présente instruction.**

Vu au titre du CNP par la secrétaire générale  
des ministères chargés des affaires sociales,

A stylized signature in black ink, slanted upwards to the right, reading "signé".

Sophie LEBRET

Pour les ministres et par délégation :  
Le directeur général de la cohésion sociale,

A stylized signature in black ink, slanted upwards to the right, reading "signé".

Jean-Benoît DUJOL

Pour les ministres et par délégation :  
La cheffe de service, adjointe au directeur  
de la sécurité sociale,

A stylized signature in black ink, slanted upwards to the right, reading "signé".

Delphine CHAMPETIER

Le directeur de la Caisse nationale  
de solidarité pour l'autonomie,

A stylized signature in black ink, slanted upwards to the right, reading "signé".

Maëlig LE BAYON

## ANNEXE

## Tableaux modifiés des dotations régionales limitatives (DRL) 2024 et tableaux de suivi des droits de tirage des ARS

TABLEAU 1 - CALCUL DES DOTATIONS RÉGIONALES LIMITATIVES 2024 SUR LE CHAMP DES PERSONNES ÂGÉES

SECTEUR PA	DRL phase 1		DRL phase 2		BASE	MESURES NOUVELLES		CNR	DRL phase 3	
	DRL PA 2024	DONT CNR NATIONAUX	DRL PA 2024	DONT CNR NATIONAUX	OPÉRATIONS DE PÉRIMÈTRE	FINANCEMENT SSIAD	AUTRES MN		DRL PA 2024	DONT CNR NATIONAUX
	mai-2024	mai-2024	juin-2024	juin-2024	BA - Fongibilité	MN - SSIAD - Application de la réforme	Autres crédits	CNR - EHPAD en difficulté	oct-2024	oct-2024
Formules			1	2	3	4	5	6	7= 1+ $\sum$ (3:6)	8 = 2 + 6
Auvergne-Rhône-Alpes	2 032 333 867	25 088	2 033 194 636	25 088	0	2 285 817	1 710 248	17 256 768	2 054 447 470	17 281 856
Bourgogne-Franche-Comté	877 484 411	0	877 896 622	0	0	1 494 654	0	6 647 308	886 038 584	6 647 308
Bretagne	1 039 553 006	0	1 039 941 681	0	0	771 899	0	10 312 900	1 051 026 481	10 312 900
Centre-Val de Loire	759 401 915	27 719	759 835 597	27 719	215 833	1 241 909	0	3 292 297	764 585 636	3 320 016
Corse	63 404 231	0	63 425 554	0	0	27 876	0	158 879	63 612 309	158 879
Grand Est	1 357 990 166	0	1 358 706 491	0	0	2 405 193	0	7 544 228	1 368 655 911	7 544 228
Guadeloupe	55 626 494	0	55 675 752	0	0	359 489	0	137 070	56 172 310	137 070
Guyane	18 957 512	0	18 990 437	0	0	223 303	0	0	19 213 740	0
Hauts-de-France	1 295 778 311	0	1 296 653 647	0	0	6 588 590	0	9 580 113	1 312 822 351	9 580 113
Île-de-France	1 791 318 689	269 833	1 792 779 136	269 833	0	119 286	0	7 712 670	1 800 611 092	7 982 503
La Réunion	67 291 181	0	67 351 374	0	0	-23 234	0	101 281	67 429 421	101 281
Martinique	69 412 608	0	69 503 787	0	0	496 312	0	0	70 000 099	0
Mayotte	3 837 809	0	3 851 149	0	0	152 211	0	42 496	4 045 857	42 496
Normandie	890 841 783	0	891 359 787	0	0	1 043 752	0	6 746 934	899 150 473	6 746 934
Nouvelle-Aquitaine	1 818 603 228	65 842	1 820 251 373	65 842	0	3 879 331	3 534 910	10 655 219	1 838 320 833	10 721 061
Occitanie	1 580 730 770	48 870	1 582 238 037	48 870	0	12 615 983	0	9 953 702	1 604 807 722	10 002 572
Pays de la Loire	1 084 392 573	42 227	1 085 004 623	42 227	169 200	395 868	0	6 300 879	1 091 870 570	6 343 106
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 188 412 825	47 875	1 189 173 698	47 875	0	1 876 411	0	3 557 256	1 194 607 365	3 605 131
Saint-Pierre-et-Miquelon	2 482 782	0	2 482 782	0	0	-222	0	0	2 482 559	0
<b>TOTAL</b>	<b>15 997 854 163</b>	<b>527 454</b>	<b>16 008 316 163</b>	<b>527 454</b>	<b>385 033</b>	<b>35 954 427</b>	<b>5 245 158</b>	<b>100 000 000</b>	<b>16 149 900 781</b>	<b>100 527 454</b>

TABLEAU 1bis - CALCUL DES DOTATIONS RÉGIONALES LIMITATIVES 2024 SUR LE CHAMP DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

SECTEUR PH	DRL phase 1		DRL phase 2		MESURES NOUVELLES		DRL phase 3	
	DRL PH 2024	DONT CNR NATIONAUX	DRL PH 2024	DONT CNR NATIONAUX	FINANCEMENT SSIAD	AUTRES MN	DRL PH 2024	DONT CNR NATIONAUX
	mai-2024	mai-2024	juin-2024	juin-2024	MN - SSIAD Application de la réforme	Autres crédits	oct-2024	oct-2024
Formules			1	2	3	4	5 = 1 + ∑ (3:4)	6 = 2
Auvergne-Rhône-Alpes	1 537 834 869	650 540	1 567 417 738	650 540	55 015	0	1 567 472 753	650 540
Bourgogne-Franche-Comté	665 879 660	215 946	678 115 216	215 946	95 864	0	678 211 079	215 946
Bretagne	680 226 267	330 325	694 066 411	330 325	-2 499	0	694 063 912	330 325
Centre-Val de Loire	586 863 800	84 483	598 521 502	84 483	73 936	0	598 595 439	84 483
Corse	70 212 137	0	71 464 940	0	8 163	0	71 473 103	0
Grand Est	1 307 024 144	475 228	1 333 009 033	475 228	130 480	0	1 333 139 514	475 228
Guadeloupe	108 096 835	8 982	110 168 777	8 982	21 455	0	110 190 232	8 982
Guyane	73 316 778	20 339	74 732 907	20 339	-3 060	0	74 729 847	20 339
Hauts-de-France	1 495 333 769	866 844	1 524 356 798	866 844	410 490	0	1 524 767 287	866 844
Île-de-France	2 401 137 683	1 201 687	2 445 845 920	1 201 687	60 562	0	2 445 906 483	1 201 687
La Réunion	211 378 468	64 689	215 462 008	64 689	1 616	0	215 463 624	64 689
Martinique	94 591 211	10 000	96 400 038	10 000	60 786	0	96 460 824	10 000
Mayotte	27 599 111	21 375	28 021 275	21 375	41 812	0	28 063 086	21 375
Normandie	792 048 989	356 822	807 990 061	356 822	0	0	807 990 061	356 822
Nouvelle-Aquitaine	1 330 256 759	587 065	1 357 788 048	587 065	111 762	281 500	1 358 181 309	587 065
Occitanie	1 405 403 431	335 484	1 433 621 815	335 484	12 089	0	1 433 633 904	335 484
Pays de la Loire	761 382 280	232 135	775 833 198	232 135	-39 715	0	775 793 483	232 135
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 002 758 387	455 662	1 021 718 003	455 662	1 869	0	1 021 719 872	455 662
Saint-Pierre-et-Miquelon	2 098 388	0	2 119 282	0	0	280 000	2 399 282	0
<b>TOTAL</b>	<b>14 553 442 967</b>	<b>5 917 606</b>	<b>14 836 652 967</b>	<b>5 917 606</b>	<b>1 040 625</b>	<b>561 500</b>	<b>14 838 255 092</b>	<b>5 917 606</b>

TABLEAU 2 - SUIVI DU DROIT DE TIRAGE ET DÉTERMINATION DES CRÉDITS DE PAIEMENT POUR 2024 SUR LE CHAMP DES PERSONNES ÂGÉES

SECTEUR PA	Solde DT CB 2024			Crédits de paiement 2024			Solde DT au 31/12/2024
	Solde DT au 31/12/2023	Transfert crédits AE SSIAD sur solde DT PH	Solde DT au 01/01/2024	Crédits 2023 délégués et non consommés	Prévisions d'installation 2024 (proratisées)	Crédits de paiement délégués en 2024	
	Source données						
Formules	EB2023	Prog. SEPIIA	Formule	EB2023	Prog. SEPIIA	Formule	Formule
	1	2	3=1+2	4	5	6 = SI (5-4 < 0 ; 0 ; 5-4)	7= 3-6
Auvergne-Rhône-Alpes	66 653 852	-2 700 000	63 953 852	13 914 435	11 518 868	0	63 953 852
Bourgogne-Franche-Comté	40 977 870	-1 920 000	39 057 870	8 210 539	7 949 368	0	39 057 870
Bretagne	27 522 257	-6 789 760	20 732 497	8 919 313	4 156 655	0	20 732 497
Centre-Val de Loire	28 374 741	-2 309 891	26 064 850	7 681 733	4 896 286	0	26 064 850
Corse	13 448 986	0	13 448 986	6 301 405	1 782 256	0	13 448 986
Grand Est	43 793 261	-2 075 400	41 717 861	12 498 887	13 221 662	722 775	40 995 086
Guadeloupe	20 200 335	-326 400	19 873 935	3 599 714	2 089 611	0	19 873 935
Guyane	6 379 195	0	6 379 195	0	3 791 324	3 791 324	2 587 871
Hauts-de-France	40 598 730	0	40 598 730	12 022 820	8 694 441	0	40 598 730
Île-de-France	82 035 013	-2 576 000	79 459 013	15 356 080	11 417 854	0	79 459 013
La Réunion	31 142 253	-320 000	30 822 253	4 141 344	1 943 653	0	30 822 253
Martinique	18 266 057	-56 355	18 209 702	3 028 364	2 162 328	0	18 209 702
Mayotte	6 881 436	0	6 881 436	0	985 039	985 039	5 896 397
Normandie	31 273 525	0	31 273 525	10 834 288	5 561 300	0	31 273 525
Nouvelle-Aquitaine	54 936 196	-5 200 000	49 736 196	10 690 149	5 310 435	0	49 736 196
Occitanie	40 502 534	-1 400 000	39 102 534	18 776 174	9 521 362	0	39 102 534
Pays de la Loire	37 792 249	-2 800 000	34 992 249	6 015 070	7 691 164	1 676 094	33 316 155
Provence-Alpes-Côte d'Azur	30 487 078	-2 250 000	28 237 078	10 685 014	8 205 157	0	28 237 078
Saint-Pierre-et-Miquelon	1 824 000	0	1 824 000	0	0	0	1 824 000
<b>TOTAL</b>	<b>623 089 570</b>	<b>-30 723 806</b>	<b>592 365 764</b>	<b>152 675 329</b>	<b>110 898 763</b>	<b>7 175 232</b>	<b>585 190 531</b>

Les montant en bleu correspondent aux modifications apportées dans le cadre de la 3<sup>ème</sup> campagne 2024



TABLEAU 2bis - SUIVI DU DROIT DE TIRAGE ET DÉTERMINATION DES CRÉDITS DE PAIEMENT POUR 2024 SUR LE CHAMP DES PERSONNES HANDICAPÉES

SECTEUR PH	Solde DT CB 2024						Crédits de paiement 2024			Solde DT au 31/12/2024	
	Solde DT au 31/12/2023	AE "50 000 solutions"				Transfert crédits AE SSIAD (PA) sur solde DT PH	Solde DT au 01/01/2024	Crédits 2023 délégués et non consommés	Prévisions d'installation 2024 (proratisées)		Crédits de paiement délégués en 2024
		Montant AE	Amorçage CP 2023	Amorçage CP 2024	Solde AE						
Source données	EB2023	Instruction 07/12/2023	Tableau DRL 2023	Tableau DRL 2024	Formule	EB2023	Formule	EB2023	Prog. SEPPIA	Formule	Formule
Formules	1	2	3	4	5 = 2 - (3 + 4)	6	7 = Σ (1 ; 5 ; 6)	8	9	10 = SI (9-8 < 0 ; 0 ; 9-8)	11 = 7-10
Auvergne-Rhône-Alpes	<b>14 514 022</b>	134 080 000		7 055 934	127 024 066	2 700 000	<b>144 238 088</b>	15 804 784	10 829 137	0	<b>144 238 088</b>
Bourgogne-Franche-Comté	<b>2 662 931</b>	45 800 000		4 653 559	41 146 441	1 920 000	<b>45 729 371</b>	7 833 562	2 007 476	0	<b>45 729 371</b>
Bretagne	<b>1 521 565</b>	53 960 000		3 120 094	50 839 907	6 789 760	<b>59 151 232</b>	9 654 595	3 874 997	0	<b>59 151 232</b>
Centre-Val de Loire	<b>1 151 346</b>	45 850 000		5 260 555	40 589 445	2 309 891	<b>44 050 682</b>	2 020 950	1 840 243	0	<b>44 050 682</b>
Corse	<b>1 797 132</b>	11 140 000		637 550	10 502 450	0	<b>12 299 583</b>	4 438 836	1 533 276	0	<b>12 299 583</b>
Grand Est	<b>6 615 220</b>	101 150 000		5 501 518	95 648 482	2 075 400	<b>104 339 102</b>	9 722 053	7 155 842	0	<b>104 339 102</b>
Guadeloupe	<b>3 944 501</b>	12 770 000		752 020	12 017 980	326 400	<b>16 288 882</b>	2 360 445	1 987 427	0	<b>16 288 882</b>
Guyane	<b>725 195</b>	28 030 000	1 000 000	1 938 494	25 091 506	0	<b>25 816 701</b>	716 922	1 183 258	466 337	<b>25 350 364</b>
Hauts-de-France	<b>12 066 925</b>	177 600 000		14 728 998	162 871 002	0	<b>174 937 928</b>	15 050 092	9 857 311	0	<b>174 937 928</b>
Île-de-France	<b>45 759 885</b>	310 930 000		18 546 400	292 383 600	2 576 000	<b>340 719 485</b>	42 062 048	28 310 004	0	<b>340 719 485</b>
La Réunion	<b>2 788 937</b>	29 850 000	2 000 000	1 767 403	26 082 597	320 000	<b>29 191 534</b>	3 635 168	1 052 000	0	<b>29 191 534</b>
Martinique	<b>3 129 591</b>	22 130 000		1 370 992	20 759 008	56 355	<b>23 944 955</b>	1 716 991	1 032 939	0	<b>23 944 955</b>
Mayotte	<b>2 438 944</b>	22 220 000		899 719	21 320 281	0	<b>23 759 225</b>	5 108 917	623 762	0	<b>23 759 225</b>
Normandie	<b>7 227 818</b>	62 240 000		3 518 170	58 721 830	0	<b>65 949 649</b>	4 130 803	4 807 609	676 806	<b>65 272 842</b>
Nouvelle-Aquitaine	<b>14 798 484</b>	105 800 000		6 138 902	99 661 098	<b>5 200 000</b>	<b>119 659 582</b>	3 310 521	9 082 431	5 771 910	<b>113 887 672</b>
Occitanie	<b>7 135 894</b>	153 620 000		8 705 435	144 914 565	1 400 000	<b>153 450 459</b>	10 123 423	8 053 349	0	<b>153 450 459</b>
Pays de la Loire	<b>1 273 168</b>	55 100 000		3 342 177	51 757 823	2 800 000	<b>55 830 990</b>	2 207 498	3 326 940	1 119 443	<b>54 711 548</b>
Provence-Alpes-Côte d'Azur	<b>4 614 027</b>	122 700 000		12 062 081	110 637 919	2 250 000	<b>117 501 946</b>	4 069 613	4 415 134	345 521	<b>117 156 425</b>
Saint-Pierre-et-Miquelon	<b>0</b>	0		0	0	0	<b>0</b>	145 762	0	0	<b>0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>134 165 585</b>	<b>1 494 970 000</b>	<b>3 000 000</b>	<b>100 000 000</b>	<b>1 391 970 000</b>	<b>30 723 806</b>	<b>1 556 859 391</b>	<b>144 112 984</b>	<b>100 973 136</b>	<b>8 380 017</b>	<b>1 548 479 374</b>

Les montants en bleu correspondent aux modifications apportées dans le cadre de la 3<sup>ème</sup> campagne 2024